



Bobigny le 9 février 2026

L'École publique sacrifiée : ça suffit !

Toutes et tous en grève le 17 février !

La loi de finances imposée par le 49.3 confirme une fois de plus que l'École publique n'est pas une priorité pour ce gouvernement.

À la rentrée 2026, ce sont **3 256 postes qui sont supprimés** dans l'Éducation nationale :

- **1 891 postes dans le premier degré**
- **1 365 postes dans le second degré**

En **Seine-Saint-Denis**, la facture sera lourde !

Sous prétexte de baisse démographique, le gouvernement organise l'austérité scolaire. Peu importe les classes surchargées, le manque de remplaçant·es, l'explosion des besoins en inclusion : alors que tous les indicateurs sont déjà au rouge, l'École est de nouveau privé de moyens pour lutter contre les inégalités.

C'est un non-sens économique et social. Comme le rappelle Julien Grenet, directeur de recherche au CNRS : « *Pour 1 euro économisé sur l'éducation, ce sont 9 euros perdus pour la société.* »

Pour l'IS 93, il est urgent d'en finir avec les suppressions de postes et les baisses de DHG. La baisse démographique doit permettre **d'améliorer les conditions d'apprentissage des élèves et de travail des personnels**, pas de les dégrader davantage.

Dans le 1^{er} degré : des suppressions de postes inadmissibles aux lourdes conséquences !

C'est **67 postes en moins** avec des conséquences directes : **fermetures de classes, hausse des effectifs, dégradation du remplacement et de l'inclusion, affaiblissement des RASED, recul de la formation.**

A cela s'ajoute la volonté de la directrice académique de supprimer les postes de conseiller·ères d'aide à la scolarisation pour mettre en place les Pôles d'Appui à la Scolarité. Leur suppression remet en cause **toute ambition d'une École réellement inclusive.**

Dans les collèges du 93 : une provocation inacceptable

Les DHG collège sont tombées et la chute est brutale dans les établissements, tant les moyens alloués pour le 93 sonnent comme une véritable provocation dans le département le plus pauvre de la France hexagonale, où 62 % des collèges sont classés en éducation prioritaire.

Notre département scolarisera, selon les prévisions de la DSDEN pour la rentrée 2026, 550 élèves en plus. Pour accueillir ces élèves, il faudrait plus de 600 heures, soit plus de 35 ETP. La DSDEN ne nous en propose que 9.

Les conséquences sont immédiates et parfaitement prévisibles : **l'augmentation du nombre d'élèves par classe devient la variable d'ajustement**, au mépris des besoins pédagogiques, de l'accompagnement des élèves les plus fragiles et des conditions de travail des personnels. Dans un département déjà marqué par des classes souvent chargées, cette orientation aggrave mécaniquement les difficultés scolaires, les tensions dans les établissements et le décrochage. Parce qu'il n'y pas de petites économies, cette augmentation du nombre d'élève est accentuée par le recul sur les élèves scolarisé·es en UPE2A qui ne sont désormais plus inclus dans les effectifs.

Cette dégradation est d'autant plus inacceptable qu'elle s'opère **sans aucun renforcement des moyens de vie scolaire**. Aucun poste supplémentaire d'AED, aucune dotation nouvelle pour faire face à l'augmentation des effectifs, alors même que les besoins en surveillance, en accompagnement éducatif et en gestion des situations de crise sont croissants. Les équipes de vie scolaire, déjà en tension permanente, se retrouvent une nouvelle fois sommées de faire plus avec moins.

C'est une véritable saignée en termes de moyens horaires : 80 heures en moins pour les établissements classés en zone sensible, 325 heures en moins pour l'accompagnement des élèves. Cela laisse fortement penser à un revers du succès obtenu dans la bataille des groupes de niveau. S'agirait-il de punir les établissements qui n'ont pas mis en place la mesure phare du « choc des savoirs » ?

En parallèle, une centaine d'heures en plus sont attribuées au dispositif cosmétique du « plan mixité » et à des dispositifs expérimentaux au cadre flottant, dont la pertinence n'est jamais évaluée.

Par ailleurs, la « surveillance » des personnels monte en puissance à travers le plan « 800 collèges », qui vise, sans moyens supplémentaires, **à mettre au pas les pratiques pédagogiques des collègues**.

La rentrée 2026 préparée par le gouvernement dans le 93 répond donc à quatre critères : **austérité, punition, provocation et caporalisation**.

Pour les AESH, la situation non seulement ne s'améliore pas mais se dégrade dans de nombreux établissements. Le rejet du statut par le Sénat est une véritable provocation.

Pour les assistant·es sociaux·les, infirmier·es scolaires, le bilan est sans appel : postes vacants, redéploiement envisagé par la DASEN 93 sans moyens supplémentaires. La dégradation des conditions de travail s'annonce dramatique. La défense des équipes pluri-professionnelles est aussi une priorité pour l'accompagnement des élèves.

Organisons la riposte et la mobilisation contre le démantèlement en marche du service public d'éducation et continuons d'exiger un **véritable plan d'urgence pour notre département**.

L'IS 93 appelle les professeur·es des écoles, des collèges et des lycées, les enseignant·es spécialisé·es, les AESH, les AED, les personnels non enseignant·es à la grève mardi 17 février, dans le cadre d'une mobilisation de la région Ile de France.

Pour stopper l'hémorragie et obtenir les moyens nécessaires, **mobilisons-nous !**

Nous exigeons :

- l'annulation des 3 256 suppressions de postes prévues pour la rentrée 2026 ;
- une dotation dans le 1^{er} et le 2nd degré répondant aux revendications du Plan d'Urgence 93 ;
- un véritable statut pour les AESH et des créations de postes à la hauteur des besoins ;
- le maintien des postes de CASEBEP du 93 dans leurs missions actuelles ;
- la création de postes d'infirmiers et d'infirmières scolaires, d'assistant·es sociales et de psychologues éducation nationale pour le 1^{er} et le 2nd degré.